



REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Les luttes isolées, dispersées sont des luttes défaites

■ Depuis la grève des infirmières d'octobre 1988, la bourgeoisie française développe une stratégie d'isolement des foyers de lutte par laquelle elle parvient à entretenir la division et la dispersion générale de la riposte ouvrière face à et malgré une colère et une combativité dans la classe qui, loin de se démentir, tend à s'affirmer de plus en plus fortement partout et dans tous les secteurs.

Des luttes ouvrières récentes en constituent malheureusement une illustration tout à fait significative.

Au cours de la grève chez Dassault qui a duré près de deux mois, les ouvriers se sont retrouvés enfermés dans le piège du régionalisme où la question des licenciements programmés dans l'usine a été réduite constamment à un "problème de la région toulousaine". Pire, en faisant passer ces licenciements comme le "problème des Dassault", les autres ouvriers comme ceux de la SNIAS (Aérospatiale), concernés en fait à court terme par les mêmes attaques, sont considérés comme des concurrents et même des "ennemis" à travers des discours tels que "c'est la faute aux ouvriers de la SNIAS si on licencie chez Dassault" ou encore "pour sauver Dassault, il faut licencier aussi des ouvriers de la SNIAS". Ceci a conduit les ouvriers de Dassault à l'isolement le plus complet de leur lutte. Et le seul résultat de cette stratégie, c'est que les licenciements sont bel et bien tombés sur eux puisque les ouvriers savent très bien que leur pseudo-reclassement dans d'autres entreprises qui n'ont "pas de travail pour eux" ne sont que des licenciements déguisés.

C'est la même manœuvre qui est utilisée depuis plus de deux mois avec la lutte des ouvriers de la fonction publique en Corse de façon beaucoup plus spectaculaire. A travers la revendication d'une prime d'insularité face à la vie chère et à l'érosion rapide du pouvoir d'achat salarial qui affectent tous les ouvriers, la bourgeoisie a poussé au contraire les ouvriers à affirmer non seulement "nous sommes différents des autres" mais encore "nous voulons plus que les autres", autrement dit "une augmentation pour nous seuls : oui, pour les autres ouvriers : non !". La bourgeoisie n'a d'ailleurs pas hésité à raviver et à exacerber de vieilles illusions locales, régionalistes - voir carrément nationalistes - pour accentuer et faire accréditer cette revendication. Le but, c'est de mettre en avant des objectifs totalement étrangers à la lutte de classe réelle et de proclamer "lutter, c'est cela ! Voilà l'exemple à suivre !"

Ce qui caractérise ces luttes et qui les mène inévitablement à la défaite, c'est qu'elles revendiquent le particularisme, la concurrence et même l'antagonisme avec les autres secteurs ouvriers. Ce genre de revendications où les ouvriers ne peuvent se sentir que rejetés et étrangers à la lutte développe un état d'esprit de concurrence, de lutte entre ouvriers les uns aux dépens des autres et ne peut servir que les intérêts de la bourgeoisie. Une telle attitude est suicidaire pour les ouvriers et ne peut les mener qu'à la défaite dans chaque catégorie comme dans l'ensemble de la classe.

Les syndicats - et en première ligne la CGT - qui sont les promoteurs de cette stratégie font tout pour diffuser le plus largement possible un tel poison. La CGT, non contente de se faire le champion de la prime d'insularité en Corse, cherche à entraîner d'autres ouvriers de la fonction publique à se mobiliser de la même façon pour une prime d'indemnité "spéciale"... en Haute-Savoie !

Mais ce que cherchent aussi les syndicats - et d'abord la CGT - en agissant ainsi, c'est à redorer leur blason à moindre frais. Pour cela, ils utilisent à fond des luttes parfaitement isolées et contrôlées qu'ils sont préalablement parvenus à enchaîner dans ce climat de division et de concurrence. Ils en prennent alors la tête pour lancer les ouvriers dans des actions plus ou moins "dures" (batalades à la Préfecture, occupations, blocages, séquestrations, saccages de locaux) et des affrontements stériles avec la police, pour se montrer sous un jour très combatif et radical. Ainsi, grâce à des antagonismes de façade et avec la complicité active du patronat, des politiques et du gouvernement, les syndicats peuvent être désignés comme des "meneurs" et réapparaître eux-mêmes comme les seuls grands et vrais "défenseurs" des ouvriers. Quand le gouvernement cède ici et là quelques miettes, c'est "grâce aux syndicats" et à leurs actions... Et surtout le gouvernement joue cette carte pour les appuyer, pour tenter de les recrédibiliser dans leur statut de "seuls interlocuteurs valables", de porte-paroles et représentants "reconnus" des ouvriers.

Derrière l'orchestration politique de cette campagne, quels sont les objectifs fondamentaux de cette stratégie générale de division et de dispersion des luttes ?

- En premier lieu, empêcher le développement de luttes massives au sein de la classe, et par là éviter que les conditions mêmes pour l'unification des luttes soient réunies.

- Distiller ensuite le poison de la "différence", de la "concurrence" dans la classe, ce qui revient à

aller contre la recherche de l'unité des ouvriers, à noyer et à détourner dans une ambiance pourrie de division la prise de conscience de la nécessité et de la possibilité de cette unité dans la classe.

- Multiplier aussi les défaites les unes après les autres, entreprise par entreprise, catégorie par catégorie, secteur par secteur, paquet par paquet afin de susciter au sein de la classe un sentiment d'impuissance, d'écoeurement de la lutte, et finalement, entraîner vers la démoralisation et la démobilité qu'ils essaient d'accroître par des grèves longues et épuisantes.

- Faire diversion aux attaques réelles qui sont portées et que la bourgeoisie se prépare à intensifier, détourner l'attention en déviant sur de fausses luttes ou de faux antagonismes, à travers le spectacle syndical. Ainsi, tout le battage publicitaire réactif avec la complicité générale de la bourgeoisie autour des "10 cégétistes de Renault licenciés" sert à camoufler le problème de la prochaine fermeture de Billancourt et la perspective de licenciements de milliers d'ouvriers.

- Faire passer de ce fait toutes les attaques anti-ouvrières mises en oeuvre. Ainsi chez Dassault, grâce à l'isolement de la lutte, les mesures de licenciements sont tombées alors que d'autres se préparent dans le même secteur, à la SNIAS et dans des centaines d'entreprises sous-traitantes de la région.

- Faire passer enfin les pires ennemis de la classe, les syndicats pour les véritables "amis" et défenseurs des ouvriers. A travers cela, la bourgeoisie cherche à se renforcer et à recrédibiliser son principal organe d'encadrement, de sabotage et de dévoiement des luttes ouvrières en vue des prochaines confrontations de classe inévitables.

Pour les ouvriers, suivre cette voie de la division, de la dispersion, de la concurrence, c'est laisser le champ libre à la bourgeoisie pour mener ses attaques et c'est aller vers des défaites de plus en plus lourdes.

La seule voie possible de la lutte, la seule efficace pour vaincre et faire reculer l'ennemi de classe, c'est d'entrer de plus en plus nombreux en lutte sur le même terrain, autour des mêmes revendications, c'est d'unir ses forces et de lutter ensemble et d'élargir toujours davantage le combat

**LIBAN :
LA FRANCE,
GENDARME DU BLOC OCCIDENTAL**

PAGE 6

SOMMAIRE

FRANCE	
.Gauche et droite contre la classe ouvrière....	p.2
.Corse : PCF et CGT contre les ouvriers.....	p.2
.Dassault-Toulouse.....	p.3
.Brochure du CCI sur la grève des infirmières..	p.3
LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE	
.Belgique.....	p.4
.Grande-Bretagne.....	p.4
.Une même classe, un même combat.....	p.4
.Pologne : une victoire pour la bourgeoisie....	p.5
.Chine.....	p.5
GUERRE ET DECOMPOSITION	
.Liban : La France, gendarme du bloc US.....	p.6
.Nationalisme : une arme de la bourgeoisie	p.6
.Cent morts à Sheffield.....	p.7

A DROITE COMME A GAUCHE, LES PARTIS BOURGEOIS NE SE POSITIONNENT QUE CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

■ Le cirque électoral des "municipales" s'est à peine achevé que la bourgeoisie française nous monte le même spectacle pour les "européennes". Et cette fois-ci, le fracas est encore plus assourdissant.

Comme les précédentes, cette échéance électorale est avant tout pour la bourgeoisie une occasion de plus pour chercher à détourner les ouvriers de leurs préoccupations de classe, du réel terrain sur lequel ils peuvent s'exprimer : la lutte.

Quant au soi-disant enjeu de ces élections, l'Europe, il n'a d'intérêt que pour la classe dominante. Pour la classe ouvrière, c'est au nom de l'Europe que lui ont été portées les plus fortes attaques ; ce sont des décisions prises dans le cadre de l'Europe qui ont jeté des centaines de milliers d'ouvriers dans la misère en France, en Belgique, en Grande-Bretagne, en Allemagne, etc... Les ouvriers n'ont pas oublié les plans de "restructuration" pour la sidérurgie et pour les mines (les fameux plans Davignon) ni ceux qui concernent les chantiers navals ou l'automobile...

C'est cela l'Europe pour la classe ouvrière et ce sera encore pire demain. Toutes les fractions de la bourgeoisie, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, en France comme dans les autres pays, sont d'accord là-dessus, c'est leur préoccupation commune.

Mais la bourgeoisie française montre à travers la préparation de ces élections qu'elle en a une en plus, qu'il existe pour elle un enjeu supplémentaire : le nécessaire renforcement de son appareil politique - en particulier de sa fraction de droite - pour faire face aux importantes échéances futures que lui posera la lutte de classe.

L'incapacité de cette droite stupide, archaïque, divisée, à gouverner, coûte aujourd'hui très cher à la bourgeoisie nationale. Contrairement à ce qui prévaut dans les pays les plus avancés du monde et

surtout d'Europe, la droite française est dans l'opposition et cette situation a obligé le PS (avec le PC dans un premier temps) à prendre les rênes de l'Etat. Pour la bourgeoisie qui a besoin, pour faire face au développement des luttes ouvrières, d'une gauche dans l'opposition forte, c'est une situation inconfortable et difficile que d'être obligée actuellement de ne compter que sur un PC - et de surcroît affaibli - pour assumer cette tâche.

Elle se démène depuis plusieurs années déjà pour essayer de se sortir de cette mauvaise passe, pour essayer de remettre les choses d'aplomb. Son premier souci a été et est toujours, de ce fait, de réorganiser, restructurer, "rénover" la droite afin de la rendre capable de gouverner. C'est ce que l'on a vu se dessiner lors de l'intermède gouvernemental de 86/88, sans grand succès puisqu'à la première occasion venue - les élections présidentielles - la droite a une nouvelle fois révélé sa stupidité et sa division en présentant trois candidats.

Aujourd'hui, le remue-ménage hypermédiatisé auquel on assiste est une nouvelle tentative, pour la bourgeoisie, de remettre un peu d'ordre dans cette partie de son appareil politique. Il semble, et ces élections européennes en sont une occasion, que l'heure est venue d'essayer de donner un nouveau coup de pied dans le cocotier : il s'agit de mettre à l'écart les fractions et les "figures" les plus rétrogrades, celles qui sont responsables au premier chef de cette situation et tenter de recomposer une droite plus crédible, plus responsable. C'est le sens des initiatives récentes des fameux "renouveaux" qui se sont organisés au-delà des partis et qui ont osé demander ouvertement à Giscard de prendre sa retraite.

C'est le même but fondamental qui est recherché

aussi quand le CDS prend ses distances et présente sa propre liste pour les européennes au nom du renouvellement. Mais il ne faut pas être très malin pour se rendre compte que tout cela ne se fait pas sans mal, que la bourgeoisie a encore beaucoup à faire pour régler ce problème.

Voilà pourquoi elle a besoin, pour un temps encore, du PS au gouvernement. Celui-ci d'ailleurs en est bien conscient et est prêt à assumer cette tâche autant que nécessaire malgré ce qui lui en coûte de décrédibilisation auprès de la classe ouvrière. C'est Paul Quilès qui le dit quand il affirme que son parti doit continuer à être "l'axe de la vie politique en France". De ce fait, la classe ouvrière va continuer de retrouver face à elle, sur le terrain des luttes, essentiellement le PC. Du fait de l'absence du PS comme force d'opposition à ses côtés, c'est-à-dire comme force d'encadrement de la classe ouvrière, sa responsabilité n'en est que plus importante. C'est pour cela qu'aujourd'hui, avec son syndicat, la CGT, il cherche à donner de lui, aux ouvriers, l'image la plus radicale et la plus combative. C'est de cette manière qu'il espère encore longtemps pouvoir contrôler et saboter leur lutte.

Quand le stalinien Herzog dit : "Ce n'est pas par la censure que l'on peut mettre en échec ces projets néfastes, mais par la lutte sociale. Tout le reste n'est que diversion", il signifie clairement que le gouvernement n'a aucun souci à se faire de sa part, il peut gouverner tranquillement. Par contre la classe ouvrière est avertie : le PC va consacrer toute son énergie pour saboter ses luttes.

A droite comme à gauche, les partis bourgeois ne se positionnent que contre la classe ouvrière.

JE

Grèves en Corse

PCF ET CGT MUSELLENT LA COMBATIVITE OUVRIERE

■ Depuis neuf semaines la grève des travailleurs en Corse n'aura pas simplement été un incendie social preserve par les eaux de la Méditerranée. Cette lutte aura été surtout circonscrite par les divers pompiers de la bourgeoisie : les médias et leur gouvernement tournant en dérision le particularisme corse, mais surtout grâce au PCF. Ce dernier n'aura eu que le même argument de fond : la défense de la spécificité corse au nom des ouvriers !

Pendant la sacro-sainte période électorale, le PCF se sera pourtant bien gardé de jeter de l'huile sur le feu contre ses alliés électoraux. Il apportait son soutien platonique. Il se voulait "objectif", mais à l'égal du reste de la presse bourgeoise, "l'Huma" n'enfermait-il pas la lutte depuis le départ sur l'obtention de la prime d'insularité ? Le PCF n'en rajoutait-il pas sur les "différences" avec le continent ? Le PCF ne s'appesantissait-il pas avec satisfaction sur la paralysie des transports par avion et bateau ? Qui isolait encore plus les travailleurs de Corse de ceux du continent.

Passé le 19 mars électorale, notre parti d'opposition "révolutionnaire" hausse soudain le ton. Il se félicite du "renforcement de l'occupation des locaux administratifs". Plus les ouvriers s'enferment plus le PCF se réjouit.

Voilà notre parti "d'opposition" qui s'attaque enfin au gouvernement : "le gouvernement persiste à refuser de négocier enfin sérieusement" ("l'Huma" du 28.04). Péjoratif !

Ses pantins de l'assemblée régionale corse ont, "courageusement", mais en vain, tenté de lui faire voter une "motion" pour la "satisfaction des grévistes", rejetée par la droite et le PS. Vindicatif ! Au Sénat même topo, même bobo. Ce parti est si différent de la droite, du parti gouvernemental et du syndicat nationaliste corse qu'il se félicite que les salariés "confèrent à la Corse une dignité à la mesure de son histoire". Evocatif ! Autrement dit, mieux que ses confrères des autres partis bourgeois, le PCF rattache les travailleurs au "régionalisme" corse, mais surtout, pire encore, les coupe de toute solidarité des autres travailleurs du continent. Il peut ensuite jeter en pâture aux grévistes les "sympathies de la population française".

Quand le PCF houspille "le pouvoir" qui "orchestre une campagne médiatique insidieuse pour opposer les salariés de l'île à ceux du continent", c'est - comme on l'avait compris - pour s'octroyer d'être le porte-parole des "travailleurs 'corses'(qui) défendent les revendications de tous" (par exemple la prime d'insularité !)

Difficile de faire oublier que le PCF, il y a peu, collaborait avec ses 3 ou 4 ministres, aux mesures d'austérité qui sont prises contre les travailleurs en général encore aujourd'hui. "Notre crédibilité se joue dans les luttes qui remontent" (Herzog). Cette crédibilité du PCF, à travers sa CGT, face aux grèves, doit être "rénovée" (mot à la mode). Désormais le PCF n'a pas de mots assez durs contre le gouvernement PS, mais se gardera bien de voter une motion de censure. Ses parlementaires ne cessent de taper du pied et de frapper à la porte de Rocard. Travailleurs vous pouvez juger ainsi de la formidable protestation du PCF. Ne récrimine-t-il pas pour vous, en faveur de "la remarquable bataille re-

vendicative des salariés...corses" (Krasucki). N'est-ce pas là le "vrai parti des travailleurs", le "défenseur de leur unité" ? Quand l'intersyndicale est éjectée de la Préfecture, n'est-ce pas "l'Huma" qui déplore "cette image du dialogue social", et s'insurge : "Rocard a délibérément cassé les négociations", "la droite le soutient". Les médias, en écho, nous exhibent nos syndicalistes CGT, mal rasés, tapant avec des cailloux contre les grilles de la Préfecture... Des durs !

Enfin, après avoir fait tourner en rond les travailleurs en Corse pendant tant de semaines, comme leur confrères trotskystes de L.O., nos staliniens "rénovés" se soucient tout à coup de l'extension pour en appeler benoîtement à une journée d'action "avec la Corse" de tous les syndicats le 18 avril à Paris, à 11 heures du matin alors que la lutte a perdu depuis longtemps toute dynamique et que les seules troupes "présentes" sont les employés communaux réquisitionnés dans les municipalités gérées par le PC.

A travers cette fausse extension "géographique", sous son contrôle et derrière les divers syndicats, le PCF se pose en premier gendarme des luttes à venir. Nul doute qu'il fera passer ce long enterrement de la réelle combativité des travailleurs en Corse - reflet de ce qui existe ailleurs - pour une victoire "pour l'honneur", corse évidemment !

Tous les travailleurs ne renforceraient jamais leurs luttes au nom de revendications particularistes ni pour se soumettre "au propre contrôle" des douaniers sociaux CGT et PCF. Les travailleurs bougent s'ils sont motivés pour les mêmes revendications, pour tout ce qui les unit, avec leurs seules armes : l'extension immédiate, la solidarité active, leurs AG, leur contrôle sur la lutte. Armes que le PCF a tenté de faire passer à la trappe une nouvelle fois aux yeux de millions de travailleurs, sabotage qu'il se sent plus apte à réitérer face aux prochaines luttes.

Gieller

Lisez la Revue Internationale No 57

(2ème trimestre 1989)

LA DECOMPOSITION DU CAPITALISME

.Bilan économique des années 80

L'AGONIE BARBARE DU CAPITALISME DECADENT

.Venezuela

LA BOURGEOISIE MASSACRE

.Mars 1919

LA FONDATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

.Polémique (GPI-Mexique : débat avec le BIPR)

CONSCIENCE DE CLASSE ET PARTI.

APPEL AUX LECTEURS

L'actuelle montée de la lutte de classe exige une intervention accrue des révolutionnaires.

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos tracts, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations qu'ils peuvent avoir sur ce qui se passe autour d'eux nous seraient aussi utiles, vu le black-out entretenu sciemment par la bourgeoisie sur les luttes ouvrières. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous soient envoyés.

LIBRAIRIES

Quelques librairies où on peut trouver la presse du CCI :

ANGERS : "Contact", rue Lepneveu.

BORDEAUX : "Le Roi Lire", rue Ste Catherine.

. "Mimesis", 58, rue de Grassis.

. "Machine à Lire", 13 rue de la Devise

BREST : "Graphitis", place St Louis.

CLERMONT-FERRAND : "Le Papyvore", 3, rue de l'Ente.

.Librairie Jean Rome, 1 rue des Gras

.Maison de la Presse, place de Jaude

DUNKERQUE : .Maison de la Presse, 34, rue Poincaré.

LA ROCHE/YON : "Le Chiquito", 83 Bd Maréchal Leclerc

LAVAL : "Point presse", Centre Cial La Mayenne

. "Maison de la Presse, pl. de la Trémoille

LE HAVRE : "Presse des Halles", 27 pl. des

Halles Centrales.

LILLE : "Galerie" 57, rue de Béthune.

. "Centre Culturel Libertaire", 1, 2, rue du

Péage. Métro Fives.

LYON : "La Gryphe" 5, rue Sébastien Gryphe (7e).

MARSEILLE : "Odeur du Temps" 6, rue Pastoret -13006

. "Maison de la Presse" 1, chemin de la Gavotte

13005

. "Maison de la Presse", rue Lamartine

13500 Martigues ;

. "Maison de la Presse", quai Stalingrad

13 La Ciotat.

. Librairie "Le Vulcain", Quai Stalingrad

83 La Seyne sur Mer.

MELUN : "La Porte ouverte" 19, Général de Gaulle.

MONTAUBAN : Maison de la Presse, rue de la

République.

METZ : "Géronimo" 31, rue du Pont des Morts.

MONTPELLIER : "La Breche", rue de l'Université.

MONTROUGE : "La Boulangerie" 67, rue de Bagneux.

NANTES : "Vent d'Ouest", 5 pl. du Bon Pasteur.

. "Tabacs, Presse", 9 rue de Budapest

NICE : "Le Temps de Vivre" 50, Bd de la Madeleine.

ORLEANS : "Temps Modernes", rue Notre-Dame de la

Délivrance.

PARIS : . "L'Herbe Rouge" 1bis, rue d'Alésia (75015).

. "Parallèles" 47, rue St Honoré (75001).

TOULOUSE : "Toulouse Presse" 60, rue Bayard ;

. "FNAC", 1bis, place Occitane ;

. "Les Arcades", place du Capitole.

GREVE A DASSAULT LES LICENCIEMENTS PASSENT GRACE AUX SYNDICATS

■ La grève qui se déroule depuis mars dans l'usine Dassault de Colomiers, près de Toulouse, a été exemplaire de la crapulerie des manoeuvres que la bourgeoisie met en place afin de faire passer ses attaques. La fermeture de Dassault était planifiée de longue date et c'est en fait le début d'une attaque d'ampleur dans le secteur de l'aéronautique, attaque qui concerne des dizaines de milliers de travailleurs.

Grâce à une préparation du terrain, à une série de manoeuvres durant la lutte, les syndicats avec l'aide de toute la bourgeoisie ont cherché à éviter toute réaction ouvrière réelle en poussant les ouvriers dans l'isolement, en les enfermant dans une fausse problématique localiste de boîte, "les Dassault", afin d'empêcher les ouvriers d'étendre leur lutte et d'empêcher toute réaction de solidarité.

Elus locaux, de la droite à la gauche, se sont mis de la partie, "soutenant" la lutte "des Dassault", "dénonçant" la fermeture de l'usine, le maire (de droite) de Toulouse allant jusqu'à déployer une banderole sur le fronton de l'Hôtel de Ville en "soutien aux Dassault". Et sur le terrain, les syndicats, CGT en pointe, ont fait leur sale travail d'épuisement et de débousolement de la combativité, polarisant sans cesse sur l'usine, sur Dassault.

LES SYNDICATS ISOLENT LA LUTTE

Les syndicats vont briser d'emblée toute possibilité d'extension de la lutte à travers tout un barouf sur la nécessité que l'Aérospatiale proche diminue son activité et laisse une partie de ses commandes à Dassault pour permettre à celle-ci de ne pas fermer, rappelant sournoisement que Dassault l'avait fait il y a quelques années pour "soutenir l'Aérospatiale". En fait les syndicats n'appelaient ni plus ni moins qu'à licencier dans cette usine.

Ainsi ils empêchaient qu'une solidarité ne se développe de la part des ouvriers de l'Aérospatiale, mettant les ouvriers en concurrence directe, les opposant les uns aux autres, en faisant des ennemis mutuels.

Cette ignoble manoeuvre avait une autre conséquence ; elle permettait aux syndicats de dire, dans un deuxième temps, que les autres ne faisaient rien pour eux, qu'ils n'avaient pas l'intention de bouger, poussant les ouvriers de Dassault dans l'enfermement sur eux-mêmes, provoquant un sentiment d'isolement et d'impuissance dans les rangs ouvriers. En parallèle, les syndicats de l'Aérospatiale (où la CFDT domine) déclaraient "les problèmes de Dassault-Colomiers ne nous concernent pas (!)".

Une fois la recherche vers l'extension et vers la solidarité brisée, ils canalisèrent la colère dans des actions-bidon, qui ne font qu'épuiser et démora-

liser, parallèlement à un battage permanent de toutes parts sur "la lutte des Dassault", sur la viabilité de l'usine Dassault et les "fautes" gestionnaires de Serge Dassault. Ils enfermaient sur la défense de Dassault, développant les mots d'ordre usinistes : "Marcel reviens ! Ton fils nous a trahi", "Dassault vivra" etc.

Ils défoulaient la combativité dans des actions stériles, type blocage d'autoroute, d'aéroport, organisant des conférences de presse avec le soutien des élus, "popularisant" et "informant" sur la grève. Rocard lui-même se mettait de la partie, permettant que les syndicats interviennent durant son meeting électoral, les médias et les syndicats faisant croire ensuite que "les Dassault" avaient osé interrompre Rocard. Durant cette action d'éclat, les syndicats, gros bras cégétistes en tête, afin d'éviter toute discussion avec des ouvriers "extérieurs", après avoir proprement cerné ceux de Dassault, donnaient comme consigne la répression de tout élément "extérieur" et de toute tentative de débordement à l'intérieur même du groupe. On retrouvera tout au long de la grève la multiplication des actions "commando" et, dans les AG, un encadrement serré ainsi que ce type de menaces à l'adresse des ouvriers extérieurs à l'usine afin d'interdire toute possibilité de rencontre et de discussions, toute possibilité de briser l'isolement de la lutte.

LES SYNDICATS ENFONCENT LE CLOU DE LA DEFAITE

Le "final" des actions syndicales avant la décision de fermeture sera la montée à Paris le 17 mars, de 1100 ouvriers de Dassault-Colomiers et d'ouvriers d'autres usines... Dassault, où les ouvriers doublement encadrés par les CRS et par un service d'ordre CGT ouvertement menaçant, furent baladés du siège de la société au ministère de la Défense... en cars, cotillons tricolores et sifflets en vedette ! Véritable exhibition démoralisante de l'enfermement des ouvriers.

Le 23 mars, jour de la réunion du comité d'entreprise, la CGT organisait une manifestation avec les élus de tous bords et les délégations CGT de l'aéronautique. Les ouvriers étaient bien défendus ! Le gratin des forces anti-ouvrières "soutenant" les ouvriers qu'ils avaient amené à la défaite, criant en coeur "Non aux licenciements !", "Oui au Rafale français !", et "Oui au développement de l'aéronautique" alors qu'ils avaient participé et allaient participer encore plus activement à faire passer les licenciements dans ce secteur comme partout.

Le 24 mars, le licenciement de 1500 ouvriers tombait, déguisé sous forme de "reclassements" et départs en préretraite ou mutations ; la CGT décidait

alors l'occupation (!) de l'usine fermée pour le mois suivant, délai que s'est donnée la direction pour appliquer les mesures. En attendant, la CGT renforce ses actions-commando, organise des "manifestations-Dassault" comme le 12 avril à Toulouse avec un encadrement plus que serré ; elle cherche ainsi à redorer son blason mais aussi et surtout à enfoncer au maximum le clou de la défaite et à focaliser sur Dassault alors que la fermeture de l'usine va frapper environ 10000 ouvriers des usines sous-traitantes.

Et face à une CGT radicale qui continue dans les rangs des ouvriers de Dassault le travail d'épuisement et de démoralisation dans des actions stériles, les autres syndicats distillent à forte dose le poison de la division et de l'isolement dans la tête des ouvriers de l'Aérospatiale. Ainsi la Commission Economie et Production du Comité d'Etablissement de l'Aérospatiale dominée par les syndicats, ceux-ci à majorité CFDT, FO, CGC, pondait fin avril un tract intitulé "Sauver Dassault-Colomiers ? Oui, mais à quel prix ?", tract qui montre à l'évidence la manoeuvre à laquelle se livre la bourgeoisie et qui ne vise pas seulement les ouvriers de Dassault. Ce tract dénonce carrément la reprise par l'Aérospatiale de 480 ouvriers de Dassault avec des arguments pernicieux, tels que : le climat social est moins satisfaisant que notre carnet de commandes. Dans un tel contexte, toute déstabilisation profonde et l'arrivée massive de nos amis (!) de Dassault-Colomiers en serait une et peut avoir des effets imprévisibles ou, hélas ! trop prévisibles ! "devenir le navire-hôpital de l'aéronautique toulousaine n'est pas sans danger grave" ou encore mieux : "C'est la faute à Dassault si l'Aérospatiale est fragile car en proie à une concurrence féroce" ! Rien que ça.

C'est de fait un appel abject à la concurrence la plus acharnée entre ouvriers et, outre qu'il appuie lui aussi le sentiment d'impuissance chez les ouvriers de Dassault, outre qu'il cherche à entraîner à leur tour directement ceux de l'Aérospatiale sur le terrain pourri de l'antagonisme entre ouvriers, il participe d'une préparation à faire passer les licenciements massifs qui vont tomber dans l'Aérospatiale. Les syndicats se préparent à enfermer aussi les ouvriers sur les problèmes de l'Aérospatiale et à les envoyer à la défaite.

Il doit être clair que la fermeture de Dassault-Colomiers ne représente pas seulement le licenciement de 1500 ouvriers ou même des 10.000 ouvriers des entreprises sous-traitantes : c'est le début d'une attaque d'ampleur dans tout le secteur aéronautique ; mais encore plus, ce licenciement constitue une véritable attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière dans le cadre d'une offensive que la bourgeoisie cherche à accentuer, offensive dans laquelle les syndicats divisent et dispersent les luttes pour briser la combativité, briser les possibilités d'extension et de solidarité ouvrière.

Les ouvriers doivent se rendre compte que ce n'est que pour saboter leurs luttes que tous les syndicats se portent en avant de celles-ci, afin de les mener à la défaite. Ils doivent se battre tous ensemble ne comptant que sur leurs propres forces.

PPR

UNE NOUVELLE BROCHURE DU CCI

BILAN DE LA LUTTE DES INFIRMIERES - OCTOBRE 1988

■ L'année 88 s'est terminée sur une flambée massive de colère et de combativité qui s'est exprimée en particulier parmi les ouvriers du secteur public. Aujourd'hui encore la lutte dans les hôpitaux, notamment celle des infirmières, est dans toutes les mémoires, et c'est en effet, une importante expérience que vient de faire la classe ouvrière en France.

La nécessité d'en tirer des leçons pour les luttes à venir est primordiale. C'est une réflexion qui doit se mener aujourd'hui au sein de la classe ouvrière avec détermination, profondeur, lucidité, avec un esprit critique sans concessions. Cet état d'esprit, cette démarche, elle en a d'autant plus besoin que la bourgeoisie fait tout pour miner, empoisonner sa réflexion.

A entendre toutes les fractions de la bourgeoisie, en particulier la gauche et les gauchistes, il faudrait retenir des luttes de l'automne 88 que :

- les infirmières ont été victorieuses puisqu'elles ont obtenu quelque chose,
- leur lutte a fait preuve d'une grande force parce qu'elles sont restées entre elles, parce qu'elles se sont battues essentiellement sur des revendications qui ne concernaient qu'elles, et surtout parce qu'elles se sont dotées d'organes de lutte efficaces, hors des syndicats : les coordinations.

Ces leçons que tire la bourgeoisie n'ont rien à voir avec la réalité :

1) S'il faut parler de victoire, c'est plutôt de celle de la bourgeoisie.

D'abord parce que les augmentations de salaires obtenues par les infirmières sont loin de rattraper les pertes accumulées durant des années et la baisse réelle de leur niveau de vie. Ensuite parce que le gouvernement n'a rien cédé en réalité (depuis sa mise en place, le gouvernement Rocard avait prévu ces augmentations dans son budget normal) d'autant qu'il a réussi à mettre au placard les autres revendications aussi importantes que les salaires (effectifs, cadences...). Mais surtout, parce que les autres secteurs en lutte se sont battus pour rien.

Ainsi la bourgeoisie a réussi le tour de force de faire passer le gouvernement Rocard comme un gouvernement de "dialogue" (la presse bourgeoise appelle cela "la méthode Rocard"), "compréhensif", "conciliant", sans avoir fondamentalement rien cédé.

2) Quant à la "force" des infirmières, c'est en fait de leur principale faiblesse que la bourgeoisie cherche à faire l'apologie : le corporatisme le plus étroit. Que ce soit à travers la dynamique vers l'isolement donnée à leur lutte qui les amenait à s'enfermer dans leur "tour d'ivoire", ou à travers la mise en avant de revendications les plus spécifiques à leur corporation (voire même à chacune des catégories), les plus basement élitistes pour certaines (Bac + 3) au détriment des revendications qui concernent la plus grande majorité des travailleurs. Même la revendication des "2000 F pour tous" est unificatrice en apparence et démagogique en réalité.

Pour ce qui est des coordinations qui auraient été une arme efficace pour les infirmières, rien n'est plus faux et mensonger :

- les coordinations, en particulier "la coordination infirmière", ont joué le rôle de "cheval de Troie" de la bourgeoisie dans la lutte pour faire le même sale boulot de sabotage (division, enfermement corporatiste et dispersion du mouvement) que celui que font habituellement les syndicats traditionnels ;

- de plus, elles ont dépossédé les travailleurs de leur lutte, comme le font les syndicats classiques, tout en leur donnant l'illusion qu'ils la prenaient réellement en charge.

Cette "force" que la gauche et les gauchistes célèbrent aujourd'hui tourne le dos en fait à la véritable lutte de classe, MASSIVE, UNIE, seule capable de faire plier la bourgeoisie.

En fait, ce dont les ouvriers doivent se convaincre aujourd'hui, c'est que le sabotage de ce mouvement de lutte n'a pas concerné que les infirmières ou les hospitaliers, mais bien l'ensemble de la classe ouvrière. Ce qu'ils doivent comprendre, c'est qu'ils ont subi une gigantesque manoeuvre, préparée de longue date par le PS, les syndicats qui lui sont proches et les gauchistes de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire, dont le but était, à travers la lutte des infirmières, par son déclenchement prématuré, et son contrôle par les coordinations, d'entamer un travail de dispersion de la combativité montante dans toute la classe ouvrière. C'est ce que les coordinations et tous les syndicats (CGT en tête) ont réussi à faire et à développer durant tout l'automne 88, non seulement dans les hôpitaux, mais surtout dans la fonction publique (PIT, RATP) à Paris comme en province.

Il y a là une leçon fondamentale que la classe ouvrière doit tirer et faire sien pour ses prochaines luttes : la bourgeoisie, ne pouvant éviter que la colère et la combativité ne se développent partout contre ses politiques d'austérité et de misère, met en place une stratégie visant à empêcher que cela ne débouche sur des mouvements massifs qui pourraient s'unifier, d'où la nécessité pour elle de disperser les forces ouvrières notamment en déclenchant prématurément la bataille à travers un secteur ouvrier qu'elle peut contrôler.

Aujourd'hui, il est plus que jamais nécessaire pour la classe ouvrière de s'armer contre un ennemi prêt à tout, en tirant toutes les leçons de ses luttes et expériences, en particulier celles de l'automne 88. C'est ce travail auquel cette brochure (constituée en partie d'articles parus dans Révolution Internationale et dans la Revue internationale) veut participer activement et profondément. Le CCI, à travers celle-ci et parce que c'est sa responsabilité d'organisation révolutionnaire, se donne comme objectif de rétablir la vérité sur ce mouvement de lutte contre les mensonges colportés par la bourgeoisie. Et de tirer les véritables leçons de cette expérience pour la classe ouvrière contre les fausses leçons qui lui sont proposées, en la mettant en garde contre les pièges (l'isolement corporatiste, la division et l'éparpillement de ses luttes) qui lui sont tendus, en cherchant à la débarrasser des illusions qui lui restent vis-à-vis des syndicats et de celles qu'elle peut caresser encore vis-à-vis des coordinations.

Et si la bourgeoisie encense aujourd'hui avec tant d'"enthousiasme" les coordinations, c'est pour mieux accentuer et exploiter les illusions de la classe ouvrière vis-à-vis de ces organes, c'est pour mieux la pousser à les adopter et à les suivre dans ses prochaines luttes.

La bourgeoisie cherche à empoisonner la conscience ouvrière : c'est comme cela qu'elle prépare les prochaines confrontations.

Contrecarrer cette attaque politique et assimiler les leçons de cette nouvelle expérience de lutte est fondamental pour la classe ouvrière : le sort de ses luttes à venir en dépend.

BELGIQUE

LA BOURGEOISIE FAIT TOUT POUR ETOUFFER LA COLERE DES MINEURS

■ Lundi 24 avril, plusieurs milliers de mineurs du Limbourg en colère se sont affrontés violemment à la police du gouvernement socialiste belge. Ces affrontements qui ont fait de nombreux blessés dans les rangs ouvriers, montrent une nouvelle fois, s'il en était besoin, la nature bourgeoise des "socialistes" et leur capacité à défendre les intérêts de l'Etat bourgeois.

Ce qui a déclenché cette nouvelle explosion de colère c'est l'annonce par le gouvernement de la fermeture des mines dès 1992 alors que celle-ci était prévue pour 1996. Par cette mesure la bourgeoisie accélère le plan qui avait été annoncé en 1986 et qui signifie la fermeture des trois dernières mines encore en activité et le licenciement des 5000 mineurs (15000 d'entre eux ont déjà été licenciés suite aux différentes "restructurations" de ces dernières années).

Cette nouvelle mesure ne signifie pas seulement pour les mineurs la perte de leur emploi, mais aussi une diminution très importante des pensions qui leur seront attribuées.

En effet, il faut plus de 10 ans de travail dans les mines pour avoir droit à une pension de retraite substantielle; or, l'avancée de la fermeture des mines implique que la majorité des mineurs ne pourront percevoir cette pension. De plus, le nouveau plan proposé prévoit une baisse très importante des primes de licenciement qui seront accordées. Si les luttes menées au printemps 86 n'avaient pu empêcher ce plan de fermeture il n'en demeure pas moins que la pression ouvrière avait obligé le gouvernement à concéder des primes conséquentes. Et c'est là-dessus qu'aujourd'hui le gouvernement socialiste revient.

Après plus d'une semaine d'arrêts de travail ponctuels, ils ont décidé de manifester leur mécontentement dans la capitale, avec un arrêt de travail dans toute les mines de 24 h. Face à cette volonté des mineurs d'affirmer leur colère, le gouvernement socialiste a pris les devants pour empêcher toute descente des mineurs à Bruxelles. A grands renforts de médias, il a fait savoir aux mineurs que s'ils maintenaient leur manifestation à Bruxelles, ils seraient fortement attendus par les forces de

répression. Cédant à cette tactique d'intimidation, les contremaîtres (le personnel d'encadrement de la mine, lui aussi touché par le nouvel accord sur les mines) ont réussi à dissuader les mineurs de se rendre à Bruxelles et leur ont proposé de manifester leur mécontentement sur place. Résultat : le lundi 24, blocage des autoroutes dans la région et heurts très violents avec la police venue défendre le siège du patronat assiégé. De leur côté, les maires locaux (les bourgmestres) proposent une réunion immédiate avec le premier ministre socialiste et... le roi ! Cette réunion "spectacle" visait à calmer momentanément la colère ouvrière. Le premier ministre a marqué sa "solidarité" avec les mineurs, tout en dégageant sa responsabilité au niveau national et en renvoyant la mise application du nouveau plan à des négociations au niveau régional pour le 3/5. Au cours de ces séances de négociations seront présents les centrales syndicales largement discréditées dans ce secteur, une "représentation" des mineurs sous la forme d'une délégation de 14 "contremaîtres" (le personnel qui assume l'encadrement dans les mines) et les 7 maires des communes où sont situées les mines. A la suite de cette réunion, une assemblée générale de l'ensemble des mineurs est prévue pour décider de la suite à donner au mouvement selon les propositions qui seront faites. La condition de l'ouverture des négociations étant bien entendu l'arrêt de la grève dans les mines.

Cette lutte des mineurs, qui reprennent le chemin du combat après les luttes de 1986 et 1987 est révélatrice du profond mécontentement qui existe aujourd'hui dans la classe ouvrière en Belgique. La combativité s'exprime non seulement chez les ouvriers des mines, mais dans de nombreux autres secteurs, en particulier dans la fonction publique, durement touchée au niveau des suppressions d'emplois, des salaires et des conditions de travail : chemins de fer, transports urbains locaux, personnel hospitalier, travailleurs sociaux, etc... Mais en même temps, cette lutte se heurte aux manœuvres de la bourgeoisie en Belgique.

Aujourd'hui, elle tente d'entraîner les ouvriers des mines dans l'isolement afin de saper leur

combativité pour leur faire accepter à ses conditions son plan de licenciement. Le discrédit des syndicats étant très fort chez les mineurs du fait de la forte expérience et tradition de luttes dans ce secteur, la bourgeoisie s'appuie sur l'isolement de la lutte pour mettre en avant comme force représentative de l'ensemble des mineurs, les contremaîtres qui, même s'ils sont touchés eux aussi par les licenciements sont de par leur fonction plus perméables à l'idéologie bourgeoise. Ce sont eux qui les ont découragés d'aller manifester leur colère à Bruxelles, là où les autres ouvriers des autres secteurs auraient pu les rejoindre. La bourgeoisie s'appuie d'autre part sur cet isolement pour dévoyer la colère des ouvriers contre l'Etat et son gouvernement socialiste qui sont les responsables des plans de restructuration des mines vers des actions de rage sans lendemain, visant à occuper les autoroutes ou le siège du patronat régional. Il faut aussi dévoyer la lutte contre l'Etat vers la défense de la région. Elle s'appuie enfin sur le sentiment régionaliste qui pèse chez les mineurs pour imposer comme force de négociation les maires des différentes communes autour des mines. Ce sont des maires du cru qui ont joué le rôle de pompier social et ont mis en avant la nécessité de reprendre le chemin de l'usine et d'attendre l'ouverture des négociations au niveau régional.

A l'heure où nous écrivons, les ouvriers dans les mines, fortement isolés du reste de l'ensemble de leur classe et dévoyés sur les faux terrains de la "défense de la région" et de la "violence pour la violence" comme l'ont été les travailleurs de la sidérurgie de Longwy-Denain en France en 1979 sont condamnés à la défaite si d'autres secteurs ouvriers ne les rejoignent pas dans la lutte. La classe ouvrière en Belgique, comme la classe ouvrière en France doit en tirer dès à présent les leçons : seule l'action commune et solidaire de toute la classe ouvrière peut faire reculer les attaques toujours plus dures de la bourgeoisie sur l'ensemble des conditions de vie ouvrières.

L.A. 28/4/89

TRACT DU CCI EN GRANDE BRETAGNE L'ATTAQUE CONTRE LES DOCKERS EST DIRIGEE CONTRE TOUS LES OUVRIERS, IL FAUT RIPOSTER TOUS ENSEMBLE !

■ Le plan visant à supprimer la "Convention des Dockers" est une attaque ouverte sur les emplois, les salaires et la sécurité d'emploi. Il fait partie d'une attaque générale contre tous les ouvriers et pas seulement contre les dockers. Au même moment les ouvriers de l'automobile font face à de nouveaux licenciements et à des "augmentations" de salaires en dessous du taux d'inflation. Les conducteurs du métro à Londres sont menacés de suppressions d'emplois et de coupes dans les mesures de sécurité.... La liste est sans fin.

IL FAUT ETENDRE LA LUTTE

Les dockers ont montré la voie à suivre en déclenchant la lutte ensemble à la suite de leurs assemblées générales, et cela sans attendre les directives ou les votes syndicaux. Mais ce ne peut être qu'un début. La lutte doit s'étendre aux autres ouvriers. Les dockers ne peuvent vaincre qu'en allant chercher les ouvriers de l'automobile, les ouvriers des transports, ceux du secteur public pour les entraîner dans un combat commun. A deux pas des docks de Tilbury, par exemple, les ouvriers de Ford font face à des licenciements massifs.

NE LAISSONS PAS LES DOCKERS COMBATTRE SEULS

C'est la leçon des luttes des sidérurgistes, des mineurs et des imprimeurs. Tout secteur de la classe ouvrière qui part au combat seul, isolé, ne peut être que défait.

Une défaite des dockers serait une défaite pour tous les ouvriers. C'est pourquoi les autres ouvriers ne doivent pas rester immobiles et regarder cette lutte passivement. En particulier quand il y a une telle volonté de lutte contre des attaques similaires dans les autres secteurs :

-comme chez les conducteurs du métro de Londres qui sont partis en grève sauvage pour des meilleurs salaires,

-chez les ouvriers de l'électricité qui ont rejeté les offres d'augmentations inférieures à l'inflation,

-dans l'automobile où les travailleurs de Renault veulent partir en grève.

La seule manière pour les ouvriers d'exprimer leur solidarité avec les dockers c'est de faire de cette grève leur grève autour de revendications communes :

Non aux licenciements,
Non à la précarité de l'emploi,
Non aux accélérations de cadences
et aux baisses de salaires !

REFUSONS L'ISOLEMENT

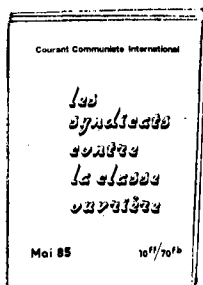
Le gouvernement veut provoquer les dockers dans un combat isolé, en prétendant que la suppression de la "Convention des Dockers" n'affectent que 9.000 hommes dans les ports.

Les syndicats aussi veulent que les dockers se battent repliés sur eux-mêmes, dans une "lutte des seuls dockers". Ils ont déjà commencé à renforcer cet isolement en appelant à arrêter la grève sauvage des dockers sous prétexte d'attendre les votes et les décisions syndicales. Les ouvriers de l'automobile de Jaguar et de Peugeot/Talbot viennent de faire l'expérience de ce genre d'"action" syndicale qui signifie isolement, division et ... défaite.

Face à cette stratégie de provocation et de division du gouvernement et des syndicats, les dockers et les autres travailleurs en lutte ne doivent compter que sur leurs propres assemblées générales et sur leurs délégués élus pour coordonner leurs actions. Et face aux tentatives combinées des patrons et des syndicats pour les isoler, ils ne peuvent répondre qu'en étendant et en unifiant leur combat au plus grand nombre d'ouvriers possible !

7/4/89

Tract diffusé par la section du CCI en Grande-Bretagne : World Revolution.



UNE MEME CLASSE,

ESPAGNE

Après le succès de la "grande" grève du 14.12.88 appelée par les syndicats dans la plus belle unité (CCOO-UGT-CNT) et destinée à épuiser préventivement la combativité montante au sein de la classe ouvrière, la bourgeoisie espagnole a profité du bref répit que cette "mobilisation" syndicale réussie lui a offert, pour accélérer ses attaques contre la classe ouvrière notamment au niveau des retraites et des salaires. Mais le 27.04.89, montrant que la combativité ouvrière n'est pas défaite, 500 000 grévistes paralysèrent les transports ferrés et urbains, les postes. Mais surtout, après plusieurs mois de négociations bidons, le crédit syndical se trouve en baisse ; dans l'industrie automobile par exemple où les mobilisations syndicales sont ouvertement rejetées. Mais pour la bourgeoisie, l'usage de l'unité syndicale pour provoquer des échecs massifs et pour dégoûter les ouvriers de lutter, risque aussi à terme, d'encourager le rejet en bloc et "unitaire" de ces mêmes syndicats. C'est pourquoi la manœuvre consiste maintenant à développer les négociations par branche, secteur ou corporation et accréditer l'idée que séparément, les possibilités d'obtenir quelque chose seraient véritablement plus nombreuses.

La situation de la lutte des classes en Espagne tant du point de vue des manœuvres bourgeoises que de la combativité ouvrière procède du même mouvement qu'en France, Angleterre, Italie et Allemagne : à chaque expérience, la promesse d'affrontements futurs encore plus massifs et déterminés.

BRESIL

Un million et demi de dockers en grève depuis deux semaines, employés de banque, professeurs du primaire, métallos de Sao Paulo, éboueurs de Brasilia, gaziers, la liste ne cesse de s'allonger. Revendication commune : augmentation des salaires. Caractéristique générale : mouvement tendant à échapper au contrôle syndical.

Alors que des gens crèvent de faim par milliers, la bourgeoisie brésilienne, à l'instar de ses grandes soeurs européenne, japonaise, russe ou américaine, s'en met plein les poches avec l'avidité et la corruption d'une classe qui vacille. Sans doute pour "démocratiser" ce sanglant festin, les députés brésiliens se verront octroyer un revenu mensuel équivalent à 100 fois le SMIC local...!

POLOGNE

LA VICTOIRE EST "HISTORIQUE" ... POUR LA BOURGEOISIE !

■ La "table ronde" qui occupait depuis plusieurs mois le devant de la scène en Pologne vient de se terminer par une série d'accords qualifiés volontiers d'"historiques" par les médias de part et d'autre du rideau de fer. L'événement a été fêté en grandes pompes par la bourgeoisie dans des cérémonies de clôture, à la mesure de l'énorme spectacle auquel ces fameuses rencontres "sans précédent" entre le pouvoir et l'opposition avaient donné lieu. Et tous, du POUP et ses partis satellites à Solidarnosc et aux différents groupes "d'opposition démocratique", de l'Eglise aux syndicats officiels OPZZ, de se réjouir des magnifiques succès obtenus. Gorbatchev applaudit. Quant aux dirigeants occidentaux, ils sont tellement contents qu'ils se déclarent prêts à toutes les largesses économiques pour aider le capitalisme polonais. Et bien entendu, tout cela nous est présenté -au même titre que les grandes opérations "Glasnost" et "Perestroïka" qui ont cours en URSS- comme une soi-disant "grande victoire" de la classe ouvrière. Qu'en est-il en vérité ?

La vérité c'est que derrière tout ce cinéma, c'est une offensive d'ampleur contre la classe ouvrière qui est menée, d'une part sous la forme de nouvelles attaques brutales contre l'ensemble de ses conditions d'existence et d'autre part à travers une opération idéologique et politique qui ne vise qu'à la désarmer et la détourner de son terrain de lutte.

POUR LA CLASSE OUVRIERE : DE LA POUDRE AUX YEUX...

Ainsi tout le battage autour du "volet politique" de la table ronde, consistant à jeter ici et là quelques pincées de "libéralisation" sur l'appareil stalinien (légalisation d'un journal ou deux, abandon à l'opposition de 35% des postes à pourvoir dans les prochaines élections, assorti d'élections "totalement libres" pour le nouveau "senat" créé pour l'occasion, autorisation d'un certain nombre d'associations) vise une seule chose : amener la

classe ouvrière à abandonner son terrain de lutte pour se mobiliser derrière la bourgeoisie dans le "processus de démocratisation en cours". L'opération est même particulièrement grossière : comme l'indiquait un représentant du POUP : "Le gouvernement attend de la table ronde un effet de soulagement psychologique qui décrisperait la population. Il nous faut au plus vite un nouveau parlement avec la participation de l'opposition". C'est tellement vrai que comme le dit un autre "poupiste" : "Le pouvoir s'attend à une nouvelle dégradation économique et il craint que, cet automne, personne n'aille voter". L'enjeu réel de toute cette mascarade, est encore une fois avoué par Solidarnosc lui-même qui par la bouche de Geremek révèle à quel point il partage la préoccupation du gouvernement : "Le problème n°1 reste l'économie. Saurons-nous, le pouvoir, l'opposition, etc., trouver les moyens de répondre au mécontentement social ? Les polonais sont las. Les élections parlementaires seront le premier moment de vérité. Nous mesurerons alors le niveau d'apathie et d'engagement." En tout cas, tout le paquet est mis pour que la classe ouvrière abandonne ses luttes pour le plat de lentilles de la mascarade électorale. On a même vu Walesa lui-même aller au charbon en annonçant qu'il pourrait être un jour candidat à la présidence de la République, histoire de donner un peu plus de piquant et de suspense à l'affaire.

...LE RENFORCEMENT DU PIRE ENNEMI DE SES LUTTES : SOLIDARNOSC

Mais l'offensive anti-ouvrière ne se limite pas à cette vaste opération de dévoiement idéologique. Car qu'en est-il du "volet syndical" adopté dans le même élan et dont tous se félicitent ? Solidarnosc a enfin obtenu sa légalisation, thème sur lequel ce syndicat "clandestin" avait réussi à dévoyer toutes les luttes pourtant extrêmement combattives qui se sont développées depuis 8 ans en Pologne pour mieux les conduire à la défaite. Ce n'est pas par hasard si cette fameuse "légalisation" lui est concédée aujourd'hui. Par là il s'agit bel et bien de renforcer l'implantation et les structures d'un syndicat qui, s'il était particulièrement efficace sous sa forme illégale et avec l'image de martyr que cela lui confèrait, ne pouvait prétendre couvrir suffisamment le terrain social. Effectivement pendant que se menaient les soi-disant "dures négociations" de la table ronde (alors qu'il était évident depuis le début qu'ils étaient tous d'accord sur la question) autour de la légalisation de Solidarnosc, celui-ci mettait en place partout, dans toutes les entreprises, de nouvelles cellules et renforçait les anciennes et celles-ci se mettaient immédiatement au travail pour convaincre les ouvriers d'arrêter les grèves afin de "ne pas gêner la table ronde". Le pouvoir lui-même estime qu'avec la légalisation de Solidarnosc, c'est près de 7 millions d'ouvriers (sur 17 millions en tout) qu'il espère désormais pouvoir encadrer dans les structures du syndicat. Ici encore, il s'agit bel et bien d'une offensive directe contre la classe ouvrière. Car, même au prix de voir l'image de marque de Walesa lui-même légèrement égratignée par ses propensions à discuter avec le pouvoir, c'est tout un appareil, beaucoup plus omniprésent, d'encadrement et de dévoiement des luttes qui est mis en place sur le terrain. Voilà ce dont on appelle aujourd'hui la classe ouvrière à se réjouir : le renforcement de l'organe qui a été depuis 1980 le premier et le pire ennemi de ses luttes !

...ET TOUJOURS PLUS DE MISERE.

Car la préoccupation majeure de la bourgeoisie polonaise, le problème de fond de cette "vague de réformes", c'est bien celui d'affronter la classe ouvrière. Tout le décorum sur la "démocratisation", les "élections libres" et le cadeau empoisonné de la légalisation de Solidarnosc sont là avant tout pour tenter de faire avaler aux ouvriers la pilule amère du "volet économique" de ces "réformes". Comme par hasard, les médias ont été particulièrement discrets sur ce "volet"-là. Or, il s'agit ni plus ni moins que de mesures énergiques de "rationalisation de la production" et de "vérité des prix" qui visent directement et brutalement les conditions de travail, de salaires et de vie de la classe ouvrière, alors que celles-ci ont déjà subi ces dernières années une dégradation catastrophique, plongeant les familles ouvrières dans une misère effroyable. Exactement comme en URSS où la "Glasnost" gorbatchévienne n'est que l'emballage idéologique du plan d'attaques féroces contre les conditions d'existence de la classe ouvrière que constitue la "Perestroïka", ces attaques sont présentées aux ouvriers comme le prix à payer en échange de la fameuse "démocratisation".

Ainsi, en même temps que se déroulait le grand show "démocratique" de la table ronde, le gouvernement s'octroyait des pouvoirs spéciaux pour l'application de la réforme économique. Les résultats ne se sont pas fait attendre. Dès le début avril, le gouvernement décidait la fermeture de 9 usines, vouées à la liquidation "pour avoir consacré trop d'argent à la satisfaction des revendications salariales". Plusieurs dizaines d'autres entreprises sont -pour les mêmes motifs- appelées à "remettre de l'ordre dans leur gestion", autrement dit à remettre en cause les augmentations de salaires concédées aux ouvriers sous la pression des grèves. Ce sont plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers qui sont concernés par ce premier train d'attaques. Quelques jours auparavant, étaient annoncées des augmentations de prix de plusieurs produits de première nécessité, entre autres de 26% du prix du pain, qui ne sont que les premières mesures de la politique de "vérité des prix" décidées dans les coulisses de la table ronde.

De même, l'accord entre le gouvernement et les syndicats sur l'indexation des salaires qui est ressorti des discussions est en fait une nouvelle attaque d'ampleur contre les ouvriers : il prévoit que les salaires "suivront les prix", mais... à concurrence de 80%. Or, le gouvernement estime que les mesures de libération des prix alimentaires et de suppression des subventions de l'Etat à la production va entraîner une hausse des prix de 270% ! C'est une nouvelle chute brutale des salaires réels qui attend les ouvriers.

La classe ouvrière ne pouvait attendre que le pire de cette table ronde. Ce n'est pas seulement un marché de dupes où on lui demande de se serrer encore plus la ceinture et de renoncer à ses combats de classe en échange de la poudre aux yeux "démocratique". C'est sur tous les tableaux que l'offensive est dirigée contre elle. Et face à une telle offensive, la combativité qu'elle a développée jusqu'à présent et qui a même continué à éclater sporadiquement pendant que la "table ronde" battait son plein, ne suffit pas. Tant qu'elle continuera à s'illusionner sur les pièges du syndicalisme et qu'elle se laissera entraîner sur le terrain bourgeois de la défense de la démocratie et de la nation polonaise, elle sera désarmée.

PE

UN MEME COMBAT

MEXIQUE



La même vague de grèves secoue le Mexique depuis fin 88. La grève des enseignants notamment cristallise un mécontentement généralisé autour des revendications salariales. Après la manifestation du 15.02 qui a connu un grand succès avec 40 000 manifestants, (cf. RI n°178 -tract GPI-) nous verrons en avril une manifestation monstre de plus de 100 000 participants regroupant parents d'élèves et enseignants. Ce qui est remarquable, c'est le cours du développement de ce mouvement qui a débuté fin 88 et qui ne cesse de grandir depuis. Ce fait exprime l'énorme combativité et l'opiniâtreté des travailleurs face au désastre économique du capitalisme et à la félonie de la bourgeoisie mexicaine qui se cache derrière les pressions des banques internationales pour justifier la férocité de ses attaques.

JAPON

30 000 dockers sont en grève pour des augmentations salariales, pour la réduction du temps de travail et la garantie de l'emploi. Dans ce pays du "dynamisme" capitaliste, la crise se fraie de plus en plus rapidement un chemin : à l'exploitation féroce des ouvriers s'ajoute aujourd'hui le chômage et la misère.

Manifestations étudiantes en Chine UNE "CONTESTATION" AU SERVICE DU CAPITAL NATIONAL

■ "Le défi étudiant à un pouvoir impuissant", "le régime contesté en plein cœur de Pékin". La série de "grèves" étudiantes et de manifestations qui se sont déroulées ces derniers jours en Chine et qui ont culminé par le rassemblement, jeudi 27 avril, de plusieurs centaines de milliers de manifestants sur la place Tian-Anmen, ont fait la une des quotidiens qui nous les ont présentés comme la plus grande remise en cause de toute l'histoire du régime.

Mais dès le premier coup d'oeil, cette agitation étudiante fait plutôt figure de gigantesque mascarade. Que revendiquent en fait les étudiants ? Tout simplement la poursuite de la politique de "démocratisation", de "libéralisation" du régime et de réformes économiques, qui est celle du gouvernement Deng Xiaoping depuis quelques années. C'est ouvertement que leurs mots d'ordre offrent un franc soutien aux fractions "modernes" du parti et de l'appareil d'Etat, par opposition aux vieilles figures plus traditionalistes et aux militaires, depuis longtemps les plus réticents aux "réformes" en cours. Ainsi, la mascotte de toute cette agitation, Hu Yaobang, qui vient de mourir et dont ils réclamaient "des funérailles dignes de celles de Mao", n'est autre que l'ex-protégé de Deng Xiaoping, celui qui symbolisait parfaitement la politique même du régime. Une politique qui, sous couvert de "libéralisation", d'"ouverture vers l'occident",

n'est rien d'autre que celle que mène tous les gouvernements de tous les pays du monde face à la crise économique : faire payer plus durement la classe ouvrière, en intensifiant son exploitation, en jetant les prolétaires au chômage, en diminuant les salaires réels (l'inflation atteint aujourd'hui 30% par an).

La "démission" de Hu Yaobang il y a deux ans, sous la pression des fractions plus rétrogrades du régime, donne lieu aujourd'hui, au moment de sa mort, à un véritable plébiscite "populaire" qui ne sert fondamentalement que les intérêts de la bourgeoisie chinoise. Celle-ci, prise à la gorge par la détérioration accélérée de la situation économique en Chine, a besoin d'attaquer encore plus fort la classe ouvrière et s'efforce de faire face au mécontentement social en embourbant les ouvriers sur le terrain pourri de la "démocratisation" et autres mystifications pour mieux les détourner de la lutte réelle, de leur terrain de classe.

Il ne faut pas se faire d'illusion : de telles manifestations, loin d'exprimer un affaiblissement du régime ou l'impuissance du pouvoir, n'expriment rien d'autre que la volonté de la bourgeoisie de mettre en oeuvre la meilleure politique possible contre la classe ouvrière. Celle-ci à tout à perdre à se laisser piéger sur ce terrain-là.

PE

AGITATION NATIONALISTE DANS LES PAYS DE L'EST

LE NATIONALISME EST UNE ARME DE LA BOURGEOISIE

■ Depuis des années, les manifestations nationalistes en URSS polarisent l'attention. Que ce soit en Arménie, en Azerbaïdjan ou dans les républiques baltes (Lithuanie, Estonie, ...) comme encore dernièrement en Georgie où la matraque "démocratique" de Gorbatchev a fait 50 morts et le double de blessés, on assiste partout à une montée des mouvements nationalistes et des affrontements ethniques.

La question des nationalités est un vieux problème en URSS, hérité du passé colonial de la Russie des Tsars et renforcé par la répression du régime stalinien dans sa politique de "russification". Elle traduit le sous-développement du capital russe qui n'a pu développer une véritable unité nationale, arrivé trop tard sur la scène mondiale.

Si les manifestations nationalistes actuelles dans les républiques de l'URSS traduisent l'accumulation du mécontentement de la population face à l'aggravation des conditions de vie, parce qu'elles se déroulent sur un terrain purement nationaliste, elles ne peuvent que renforcer l'emprise de la classe dominante. Elles sont le terrain parfait pour les manipulations de l'Etat central russe, manipulations dont l'équipe de Gorbatchev montre qu'elle est maîtresse. La bourgeoisie a toujours su exploiter au mieux le poids des illusions nationalistes, la grogne anti-russe, pour diviser les prolétaires et dévoyer le mécontentement social dans le nationalisme qui est le terrain privilégié de la domination bourgeoise. Cela est vrai non seulement en URSS même, mais aussi dans tout le glacis européen sous sa coupe impérialiste. Les événements en Pologne sont là depuis 1980 pour montrer à l'évidence cette réalité. Les illusions démocratiques et le nationalisme anti-russe ont été les principales armes de la bourgeoisie polonaise pour faire rentrer dans le rang des ouvriers combattifs mais affaiblis par de très fortes illusions. Ces mystifications démocratiques et nationalistes pèsent d'autant plus lourde-

ment sur les pays de l'Est qu'elles ont été renforcées par des décennies de répression stalinienne.

Le développement présent de la propagande nationaliste en URSS et dans les autres pays de l'Est, n'est pas seulement le produit des illusions d'une population mécontente. Il correspond à une politique voulue mise en place par les gouvernements.

Il marque un pas de plus dans la politique anti-ouvrière menée pour entraver le développement à venir des luttes prolétariennes face à la politique draconienne d'austérité.

Les réformes économiques entreprises depuis quelques années par le gouvernement Gorbatchev (la fameuse perestroïka) ont consisté en de vastes plans d'intensification de l'effort de productivité et de diminution des salaires réels. Elles signifient des attaques massives et généralisées contre les conditions de vie du prolétariat.

Inévitablement, ces mesures prises dans le cadre de la perestroïka engendrent un fort mécontentement dans la classe ouvrière et dans la population en général. Pour preuve, les nombreuses grèves qui ont surgi ces trois dernières années et dont même la presse officielle a dû faire écho.

Dans ces conditions, ce n'est certainement pas l'expression d'une perte de contrôle de l'Etat russe si en Arménie la branche locale du PC soutient la revendication nationaliste du rattachement du Haut-Karabach à leur république tandis qu'en Azerbaïdjan le PC local soutient exactement l'inverse, soufflant sur les braises nationalistes. De même, dans les républiques baltes, c'est le PC qui a directement organisé les manifestations nationalistes autour d'un débat constitutionnel qui n'avait pour but que de valider les illusions démocratiques et nationalistes.

Tout ce remue-ménage, loin d'affaiblir Gorbatchev, n'a fait que lui permettre de développer son offen-

sive politique. En laissant se développer des manifestations massives, il a renforcé son image libérale et démocratique à peu de frais. Même le cataclysme qui a frappé l'Arménie lui a permis de faire un one-man-show médiatique sur sa politique d'ouverture. En plus, cette situation qui met en lumière les carences de l'administration est un prétexte tout trouvé pour intensifier les purges en cours au sein du parti.

Ainsi encore, en Georgie, après les récentes manifestations nationalistes féroceement réprimées par l'armée, le gouvernement se payait le luxe de soutenir les manifestants contre la répression brutale, envoyant sur place Chevartadze en personne pour "enquêter" sur les responsabilités locales, se servant des conflits entre ethnies locales, dénonçant la rigidité des responsables du Parti en Georgie pour se présenter en juge et sauveur éclairé aux yeux de la population et en profiter pour continuer à purger son appareil politique.

Le nationalisme est l'étendard derrière lequel se cache la bourgeoisie pour organiser sa reprise en mains et justifier les sacrifices présents et futurs imposés à la classe ouvrière.

Les divers nationalismes qui se développent aujourd'hui dans les pays de l'Est ne sont pas l'expression d'un affaiblissement de l'Etat central, mais au contraire le moyen de son renforcement. En même temps, ils expriment la faiblesse de la classe ouvrière qui, dans ces pays, est moins aguerrie aux pièges du syndicalisme, de la démocratie et du nationalisme. Il revient aux ouvriers des pays centraux du capitalisme de démonter, à travers leurs propres luttes, ces mystifications auxquelles ils ont déjà et souvent été confrontés.

d'après Internationalisme n° 139

LA FRANCE, GENDARME DU BLOC OCCIDENTAL

■ Mitterrand ment. Le 19 avril, il déclarait que les Occidentaux laisseraient la Syrie libre de s'emparer du Liban ; que ses grands partenaires capitalistes n'avaient pas encouragé l'"action humanitaire" de la France à Beyrouth. La Maison Blanche, a surtout feint de se plaindre le président français, montrait peu d'entrain pour soutenir auprès de l'ONU la démarche de la Ligue arabe qui vise à imposer le cessez-le-feu aux forces armées affrontées dans le pays du cèdre (cf. RI n° 178).

Voilà un scandaleux tissu de contre-vérités, dont la première fonction, face au public, est d'estomper la gravité des enjeux impérialistes qui tournent autour du Liban. L'ensemble de la presse bourgeoise concourt d'ailleurs à la falsification des réalités, qui met l'accent principal sur cet Etat lui-même. En fait, la Syrie du président Hafez Al-Assad se sert du territoire libanais -sur lequel elle réclame effectivement la mainmise totale- et y prend la population en otage d'abord pour négocier les termes de sa soumission aux diktats du bloc de l'Ouest et marchandiser ensuite une place prépondérante parmi les vassaux du camp "américain" au Moyen-Orient en même temps que rivaux de Damas tels Israël, l'OLP, et l'Irak (d'où proviennent, il importe de le noter, les armes qui équipent les troupes du général Aoun).

En passant, crachons notre dégoût pour les seaux de pleurs que vide la bourgeoisie universelle faussement apitoyée sur l'agonie du Liban. Du sort de ce pays, tout le monde y compris la France (bien qu'elle se dise encore obligée par le Mandat de la SDN -1922) se fout allégrement puisqu'il y a beau temps que le Liban n'existe plus qu'à l'état d'objet de troc entre les parties capitalistes et que sa terre se trouve dépecée en fonction des rapports de forces fluctuants. L'enfer de Beyrouth, le massacre des populations libanaises, le martyre et l'anéantissement de l'ex-Suisse du Proche-Orient, l'état-major impérialiste des Occidentaux y applaudit car il y puise des arguments d'horreur et de terreur pour instaurer la "pax americana" dans

tout le Levant, c'est-à-dire la réunion des conditions le plus propices au progrès de son offensive militaire autour des positions du camp "soviétique".

Particulièrement répugnant apparaît dans ces circonstances vraies le battage pacifiste orchestré par la France autour de sa fameuse "action d'assistance" au Liban entre les 11 et 18 avril. (A son propos, certains secteurs de la presse ont sans vergogne poussé le lyrisme jusqu'à évoquer une manière de sixième croisade de la France pour voler au secours de ses frères chrétiens de Beyrouth !). De quoi s'agissait-il en vérité ? L'opération Acanthe, bien loin de constituer un acte pacificateur, est au contraire venue jeter de l'huile sur le foyer du conflit. Ses motivations agressives, les aléas mêmes de l'accomplissement de ladite "mission humanitaire" les ont bien soulignées ; les tractations successives du docteur-ministre Bernard Kouchner avec les chefs des différentes factions libanaises aux prises (le général chrétien Michel Aoun, le leader druze, Walid Joumblatt, et le président du cabinet musulman, Salim Hoss- ces deux derniers, des pantins manipulés par Al-Assad) ont directement provoqué la recrudescence des bombardements de Beyrouth est et ouest ; au port final de son périple, le navire-hôpital "La Rance" aura recueilli un nombre de blessés fort inférieur à celui des victimes (dont de nombreux morts) des duels d'artillerie du 14 au 17 avril.

Oui, l'expédition Acanthe n'avait pas du tout pour objectif de jouer la Croix-Rouge mais bel et bien de délivrer un avertissement militaire à la Syrie (il ne faut pas méconnaître que "La Rance", vaisseau-hôpital, certes, est cependant une unité de la marine de guerre française). Damas ne s'y est pas trompé d'ailleurs, qui a illico interprété l'initiative de Paris pour ce qu'elle valait en clair : une pression impérialiste en bonne et due forme de l'état-major occidental -"via" la France- sur lui. Et si un dernier doute en pouvait subsister, Rocard, avec l'air

calculé d'en avoir deux, l'a balayé quand, dans le cadre de l'émission télévisée "Questions à domicile", il a le 20 avril démenti plus catégoriquement que personne ne lui demandait de le faire que l'intention de la France fût jamais d'entrer dans les hostilités avec l'Etat syrien.

Par cette affaire, l'Hexagone national a une fois de plus -après le précédent de la campagne militaire de 1982-1984- illustré le rôle de gendarme impérialiste que lui délègue pour le Liban la direction du bloc "américain". Mitterrand a beau monter en épingle l'initiative "autonome" de la France, l'intervention de celle-ci fut de fait décidée en plein accord avec Washington au sein d'un partage réglé des tâches. Les USA, ont sollicité la France de se porter en avant contre la Syrie afin de mieux réserver leur rôle propre, qui est de traiter globalement la mise au pas des Etats concurrents du Proche-Orient et de concentrer les efforts "diplomatiques" sur l'Iran.

Loin, donc, de subir, passif et atomisé, le forcing syrien, le bloc occidental réagit avec vigueur et concertation : il conserve le contrôle de la situation. Lorsque Rocard -on peut là-dessus le croire sur parole- avertit que la France ne se limitera pas à l'opération Acanthe, il affiche la détermination du camp "américain" tout entier. Et, comme la Syrie ne se tient sûrement pas d'ores et déjà rangée à la botte des Occidentaux pour autant, il faut s'attendre à de nouveaux développements de la guerre- selon la loi qui veut que la trêve des armes ne soit dans le capitalisme décadent que le prélude à une étape plus furieuse de la belligérance- au Liban de même que dans l'ensemble du Levant. Ce n'est pas, du reste, la toute récente invitation lancée par Paris au chef de l'OLP, Yasser Arafat, de venir le visiter qui va apaiser enfin les rivalités entre les Etats du Proche-Orient.

SM 23/4/89

REUNIONS PUBLIQUES

Thème : *Il n'y a pas de capitalisme "propre". Pacifisme, écologie, anti-racisme, campagnes humanitaires ...*

LES FAUSSES REPONSES DE LA BOURGEOISIE

FACE A LA CRISE ET A LA DECOMPOSITION DU MONDE CAPITALISTE

CLERMONT-FERRAND :

Réunion publique le 19 mai à 21h, ancien lycée Blaise-Pascal, 3, rue Maréchal-Joffre.

LILLE :

Permanence le 27 mai de 14h30 à 16h30 à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse les 1er et 3è dimanches du mois, au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine.

LYON :

Réunion publique le 19 mai à 21h à Majo, 2, impasse Métrol, Villeurbanne, Métro République.

Vente de la presse au marché de Vaulx-en-Velin, le 16 mai à partir de 11h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le 2 juin à 21h au 205, rue Ste-Cécile, 13005.

Permanence le 17 mai de 18h à 19h à "l'Artistic-Bar", au 4, cours Joseph-Thierry-13001.

Vente de la presse le 27 mai et le 10 juin au marché de La Plaine, place Jean-Jaurès (5ème) de 11h à 12h.

NANTES :

Réunion publique le 13 mai à 17h au 14, rue du Château, quartier Decré (après la porte cochère, prendre l'escalier à droite dans la cour, porte de gauche, au premier palier).

Permanence les 11 mai et 2 juin à 20h30, à la même adresse.

Vente de la presse au marché de la Petite-Hollande, le 20 mai de 10h30 à 11h30.

PARIS :

Réunion publique le 6 mai à 17h, au 27, avenue de Choisy, métro Porte-de-Choisy.

Permanence le 20 mai de 17h à 19h, même adresse que la RP.

ROUEN :

Réunion publique le 27 mai à 14h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le 26 mai à 20h30 au café "Le Colbert", 1, place Roger Arnaud (à côté du Pont-des-Demoiselles).

Permanence les 12 mai et 9 juin à 18h30, même adresse que pour les RP.

Vente de la presse le 21 mai de 11h30 à 12h30 au marché aux Légumes (place Jeanne-d'Arc) et au marché aux Puces (place St-Sernin).

TOURS :

Réunion publique le 27 mai à 17h au café-hôtel "Le Bordeaux", boulevard Heurteloup.

Permanence le 12 mai à 20h30, même adresse que la RP.

Vente de la presse les 6 mai et 3 juin de 10h à 11h au marché de St-Pierre-des-Corps, place de la Mairie.

100 MORTS A SHEFFIELD

UN SEUL RESPONSABLE : LA BOURGEOISIE

■ Nous sommes tous restés saisis d'effroi, d'angoisse et de rage impuissante devant les cent morts du stade de foot de Sheffield en Angleterre. Révulsés par ce que nous venions de voir, qui ne s'est pas demandé, écoeuré, comment un tel cauchemar était-il possible ? Et pourquoi ?

Ce n'est pas la première catastrophe dans un stade de foot. Ces dernières années, elles se sont multipliées en Europe. On ne peut invoquer la fatalité. D'ailleurs, lors des tragiques précédents, les "responsables" gouvernementaux et sportifs, les médias, avaient trouvé des causes et des coupables. A Bradford (11 mai 1985) en Angleterre, le stade en bois est "responsable" des 71 morts et des centaines de blessés lors de l'incendie qui ravage une tribune. A vrai dire, les spectateurs n'ont pu s'échapper à cause des portes fermées et des grilles. Déjà. A Bruxelles, au stade du Heysel (1985), la trentaine de morts et les 600 blessés sont victimes des "hooligans" entrés armés de barres de fer et de bouteilles en verre dans le stade et... placés dans la même tribune que des spectateurs italiens supporters de l'équipe adverse ! Mais là-aussi, les morts et les blessés ne sont pas directement dus aux affrontements, mais sont écrasés contre les grilles séparant le terrain des tribunes que la police anti-émeute, matraque à la main, a rendu infranchissables empêchant les spectateurs de s'échapper. Comme à Bradford. Comme à Sheffield.

Cette fois, il est difficile d'accuser le hooliga-

nisme ou la vétusté du stade malgré les affirmations de la police et de la presse. Le stade de Sheffield est un des plus modernes de Grande-Bretagne et il n'y a pas eu d'affrontement entre supporters.

Devant l'afflux de spectateurs à l'extérieur, la police débordée a ouvert une porte d'entrée donnant dans une tribune populaire, aux places les moins chères, déjà archi-pleine. Pressés, étouffés et écrasés par les nouveaux arrivants ne se rendant compte de rien, les supporters des premiers rangs ont alors essayé de franchir les grilles pour échapper à l'étau meurtrier. Avant de réaliser le drame, la police a commencé par faire son travail, ce pour quoi elle est payée et entraînée : réprimer les spectateurs voulant escalader les grilles pour s'échapper.

La police s'est à chaque fois montrée d'une redoutable efficacité pour protéger ces grilles dites "de protection" ! Pour les "responsables" gouvernementaux, sportifs, policiers, pour la bourgeoisie, la sécurité dans les stades, tout comme dans les grands concerts de rock d'ailleurs, veut dire, d'abord et avant tout, répression. Pour elle, un stade sûr est un stade-prison d'où les spectateurs ne peuvent s'échapper.

Les spectacles de masse, musicaux ou sportifs, sont mis en scène à grand frais par les Etats et les médias dans le but de détourner de leurs préoccupations quotidiennes des populations essentiellement citadines et ouvrières. Ils servent à canaliser et à

déjouer les aspirations communautaires sur un terrain où il n'y a aucun danger de remise en cause de l'ordre social.

Dans une société où chacun est de plus en plus isolé, atomisé, solitaire, où chaque individu se sent incompris, rejeté (le chômage), en butte à l'agressivité des autres, désespéré - les chiffres de suicides d'adolescents sont en progression permanente - les bandes de supporters d'équipe de foot offrent l'illusion d'une identité et d'une communauté où l'on peut encore trouver sa place derrière son équipe, ses joueurs, ses fanions et couleurs, dans son stade... et oublier la réalité quotidienne de la semaine.

L'horreur de Sheffield est le signe que la bourgeoisie n'arrive même plus à assumer cette tâche d'encadrement et de dévouement. Elle est de plus en plus incapable d'assurer les moyens matériels adéquats (stades, transports, etc) de cet encadrement idéologique des spectateurs, pour le bon déroulement de ces spectacles.

La population ouvrière de Liverpool est frappée dans sa chair, subissant encore un peu plus, la terreur et la barbarie de cette société qui voudrait la mener au fatalisme et à la résignation.

La capitalisme n'a plus rien à offrir à l'humanité. Même plus de pain et de jeux comme la Rome décadente. Cette société est à vomir. Et à détruire.

R.L.

TROTSKY

(SUITE DE LA PAGE 8)

Les errements et les erreurs fatales de Trotsky devaient, tout naturellement, l'amener à former l'Internationale à la veille de la guerre. "La crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire", c'est la fameuse phrase idéaliste de Trotsky qui explique toute sa politique erronée durant cette époque. C'est donc sur cette vision que Trotsky propose son "Programme de transition". Il s'agit d'"aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste". Et ce pont, Trotsky prétend le construire en proposant un "système de revendications transitoires".

Mais aujourd'hui, le mouvement ouvrier se trouve dans la période où la révolution communiste est possible, c'est pourquoi tout programme intermédiaire ne crée pas un "pont" mais une véritable "barrière", égare la conscience de la classe ouvrière et sème des illusions nuisibles : comme l'obtention de réformes possibles et durables dans le système capitaliste.

Sur la base des erreurs de la IIIème Internationale, le "Programme de transition" avance le principe fondamental de la participation aux syndicats, le soutien critique aux partis dits "ouvriers" (PC, PS), aux "fronts uniques ouvriers" et "aux fronts anti-fascistes", aux gouvernements "ouvrier et paysan"; aux mesures capitalistes d'Etat (prisonnier de l'expérience en URSS) à travers "l'expropriation des banques privées", "l'étatisation du système du crédit", "l'expropriation de certaines branches de l'industrie" et des mesures comme "le contrôle ouvrier" sur la production ou "l'échelle mobile des salaires". Cette conception amène à la "défense de l'Etat ouvrier dégénéré" russe. Et au niveau politique, il prévoit la révolution démocratique et bourgeoise dans les nations opprimées devant passer par des "luttes de libération nationale". On reconnaîtra là tout ce que défendent encore les trotskistes quelle que soit leur obédience.

Toutefois, si Trotsky a ouvert la porte à ses épigones qui, en répétant le "Programme de transition" (aboutissement de ses erreurs politiques), en ont fait une théorie contre-révolutionnaire de soutien d'un camp impérialiste, la Russie, pendant la 2ème guerre mondiale, nous ne l'assimilerons pas à ceux qui se réclament de lui aujourd'hui. Trotsky est resté toute sa vie un militant révolutionnaire qui, dans les années 30, a défendu une ligne politique "centriste" dénoncée comme telle par la Gauche italienne. Malgré toutes ces critiques, nous nous réclavons de lui.

En revanche, le trotskisme de ses différentes chapelles n'a rien à voir avec Trotsky, Trotsky ne leur appartient pas, il appartient à la classe ouvrière, au mouvement révolutionnaire. Nous nous revendiquons de l'homme de 1917, nous sommes les seuls à pouvoir défendre sa mémoire et sa méthode qui est la méthode marxiste. C'est ainsi que pendant les prémices de la 2ème guerre mondiale, il avait encore la force de réviser intégralement toutes ses positions politiques, notamment sur la nature de l'URSS. Il disait dans une dernière brochure "L'URSS en guerre" que si le stalinisme sortait vainqueur et renforcé de la guerre, alors il faudrait revoir le jugement qu'il portait sur la nature de l'URSS. C'est ce que fit Natalia Trotsky, en utilisant la logique de pensée de son compagnon et en rompant, le 9 mai 1951, avec la IVème Internationale sur la nature de l'URSS, comme le firent aussi d'autres trotskistes, notamment Munis (3).

M.Rx

(1) Rappelons que la scission se fait pendant la discussion sur l'article 1 des statuts, à savoir sur la définition de : "qui est membre du Parti ?" contre la définition on ne peut plus floue proposée par les mencheviks.

(2) Lettre de la Fraction italienne à Trotsky du 19 juin 1930.

(3) Cf RI n°178, avril 1989.

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 85 pour le soutien à notre presse et à notre intervention. Pour une souscription minimum de 50F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de "R.I." ou 5 de la "Revue Internationale" ou les numéros encore disponibles du "Bulletin d'Etudes et de Discussions".

SOUSCRIPTIONS

L. (Metz) : 70f.

Nantes (RP mars et avril) :

CD: 100f ; G: 300f ; AL: 200f ; L: 30f ;
Mallers: 50f ; Ev.: 50f ; NR: 15f ; Bobos: 50f ;
Stanley: 50f ; DD: 40f ; N: 25f ;

(Permanence mars) :

DD: 15f ; Bacalao: 60f ; Lau: 30f ; Nathalie: 15f ;
Stanley: 25f ; Ev.: 40f.

Paris (Permanence du 22.04) :

PH: 100f ; L: 20f.

Toulouse (RP mars) :

Ra: 50f ; Lu: 50f.

TOTAL : 1315f.

TOTAL 1989 : 9038,50f.

Pour tous ceux qui désirent nous lire en bibliothèque, nous signalons le numéro sous lequel nous sommes répertoriés :
ISSN 0336 464 X

PUBLICATIONS DU CCI

ECRIRE LES ADRESSES COMME SUIT, sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258, VALENCIA 46080 ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, BXL 1 1000 BRUXELLES - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 NEW YORK, N.Y. 10018-0288 U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 CARACAS 1020-A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 STOCKHOLM SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 NAPOLI ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869, LONDON WCI N 3XX, GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

ABONNEMENTS

REVOLUTION INTERNATIONALE
BP 581 75027 PARIS CEDEX 01
FRANCE

ABONNEMENT SIMPLE : 12 numéros du journal :

France : 100F ; Etranger : 100F ; Par Avion : 120F

ABONNEMENT SIMPLE : 4 numéros de la Revue

Internationale :

France : 75F ; Etranger : 75F ; Par Avion : 90F

ABONNEMENT COUPLE (journal + revue) :

France : 170F ; Etranger : 170F ; Par Avion : 210F

Abonnements et versements par chèque bancaire ou postal à :

R.I. CCP 202 3302 X PARIS

ABONNEMENT DIFFUSEUR :

Quelques lecteurs nous ont écrit, souhaitant diffuser notre presse autour d'eux. Nous proposons les modalités suivantes :

- Journal RI :

abonnement à 3 : 240F ; à 5 : 400F.

- Revue Internationale :

abonnement à 2 : 145F ; à 3 : 250F

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G.Tautin 9, cité Beauharnais 75011

Directeur de la publication : D. Van Celst

Numéro de Commission paritaire : 54267

BROCHURES

LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

15F + 3F pour frais d'envoi

NATION OU CLASSE

15F + 3F pour frais d'envoi

LE TROSKYSME CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

15F + 3F pour frais d'envoi

PLATE-FORME ET MANIFESTE DU C.C.I.

15F + 3F pour frais d'envoi

ORGANISATIONS COMMUNISTES ET CONSCIENCE

DE CLASSE

15F + 3F pour frais d'envoi

SUR LA POLOGNE (recueil d'articles)

15F + 3F pour frais d'envoi

LA DECADENCE DU CAPITALISME

15F + 3F pour frais d'envoi

L'ETAT DANS LA PERIODE DE TRANSITION

20F + 6F pour frais d'envoi

LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE

30F + 12F pour frais d'envoi

SUPPLEMENT A LA GAUCHE COMMUNISTE D'ITALIE :

Rapports entre la fraction de gauche du PC d'Italie et

l'opposition de gauche internationale - 1929-1933

13F + 5F pour frais d'envoi

SUR LA REVOLUTION RUSSE

15F + 3F pour frais d'envoi

TROTSKY APPARTIENT A LA CLASSE OUVRIERE, LES TROTSKISTES L'ONT KIDNAPPE

■ La réapparition du prolétariat sur la scène historique mondiale nous impose de revenir sur son expérience historique et d'évoquer les grandes figures du mouvement ouvrier, leurs contributions, leur rôle. C'est en fonction de cette nécessité que nous voulons resituer le véritable rôle de Trotsky dans le mouvement révolutionnaire et, en revanche, dénoncer clairement ses épigones qui jouent, aujourd'hui, une fonction totalement contre-révolutionnaire en poussant à bout ses erreurs politiques systématisées dans les années 30 et notamment dans le programme de la IVème Internationale.

Il est impossible de cantonner Trotsky dans des seconds rôles, c'est un géant du mouvement ouvrier et révolutionnaire au même titre que Lénine ou Rosa Luxemburg. Si Staline et ses adorateurs ont essayé de faire disparaître jusqu'à son existence même, les trotskistes, en le momifiant et en se limitant au programme de la IVème Internationale, tentent de réduire à néant son rôle et son apport.

TROTSKY FACE AUX TROTSKISTES

Pour tuer ou réduire à l'état inoffensif une pensée révolutionnaire, il suffit de l'ossifier, de la cantonner dans des principes ou des dogmes figés qui ne doivent ou ne peuvent plus évoluer. C'est ce que la bourgeoisie est arrivée à faire en créant deux théories, le "léninisme" et le "trotskisme". Du vivant de Lénine ou de Trotsky, il n'a jamais été question de cela. Il est facile de citer mille exemples de l'évolution de la pensée de Lénine ou de Trotsky durant leur vie pour montrer comment une pensée révolutionnaire est capable d'évoluer, de se modifier pour rendre compte de la complexité des mouvements sociaux et de la lutte de classe. En ce qui nous concerne, nous essayons d'utiliser la méthode de Marx, elle consiste à faire vivre la théorie révolutionnaire, celle que nous a légué le mouvement ouvrier et ce, en ne considérant aucun texte comme sacré et en le passant au feu salutaire de la critique, nous l'appliquons à la pensée de Trotsky elle-même. C'est ainsi que Marx, pour son compte, disait, "je sais une chose, c'est que je ne suis pas marxiste".

Les deux termes de "trotskisme" et de "léninisme" ont été inventés par Zinoviev en 1923 pour les besoins de la lutte contre Trotsky et pour souder la nouvelle troïka à la tête du PC d'URSS et de l'Internationale. A partir du Vème congrès de l'IC, dans un cours descendant de la lutte de classe, la théorie du "léninisme" servit également à travers la "bolchévisation" à normaliser tous les PC en excluant tous les oppositionnels. Voilà pourquoi il n'est pas correct de parler ni de "trotskisme" en tant que théorie ni en tant que mouvement politique avant 1940. Le trotskisme naît à la mort de Trotsky, ses épigones n'ont pas su faire vivre sa pensée et en ont fait un dogme et une théorie contre-révolutionnaire en poussant jusqu'à leurs ultimes conséquences les positions politiques contenues dans le "Programme de transition" de la IVème Internationale. Et si aujourd'hui, nous pouvons parler de trotskisme, pour nous ce terme recouvre le programme de la IVème Internationale, c'est-à-dire le "programme de transition" que les trotskistes actuels répètent comme des perroquets, à tout propos, en s'en servant contre la classe ouvrière.

TROTSKY DANS LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE (1903-1922)

Au début du XXème siècle, Trotsky est parmi ceux, comme Rosa Luxemburg, qui saisissent l'importance des grèves de masse qui se déroulent en Russie et, tout naturellement, le grand apport des conseils ouvriers dès leur apparition en 1905. A cette époque Lénine et les bolchéviks n'en saisissent pas encore l'immense portée pour le mouvement ouvrier international. C'est la forme enfin trouvée de la prise du pouvoir et de la dictature du prolétariat. Trotsky écrit, et on est frappé immédiatement par le niveau de clarté et de compréhension de l'importance pri-

mordiale de l'événement, "le soviétique devint immédiatement l'organisation même du prolétariat; son but est de lutter pour la conquête du pouvoir révolutionnaire". Parce qu'il saisit parfaitement la situation politique en 1905, Trotsky a pu jouer un rôle déterminant au cours des événements, il se retrouve président du comité exécutif du conseil ouvrier de Pétrograd le 17 octobre 1905.

Pourtant, en 1903, il avait pris partie au IIème Congrès du POSDR (Parti ouvrier social-démocrate de Russie) pour les menchéviks en adoptant une position "centriste". Il critique dans "Nos tâches politiques" le substitutionnisme et la conception centraliste et jacobine de Lénine (terme employé par ce dernier lui-même, dans "Un pas en avant, deux pas en arrière"). Bien qu'un certain nombre de ces critiques soient parfaitement valables et fondées, en particulier celle d'une déformation jacobine chez Lénine, Trotsky passe en fait à côté de la question de fond et de l'enjeu du débat qui agite le Congrès sur la question essentielle du rôle et des tâches du parti; débat qui allait provoquer la scission entre bolchéviks et menchéviks, dans laquelle Lénine et les bolchéviks seuls défendaient une position juste. Il fallait se positionner contre le laisser-faire et la désorganisation des menchéviks. C'est grâce à la décision et à la rigueur de Lénine que les bolchéviks ont pu se forger une organisation de combat plus soudée et plus décidée pour la lutte de classe, alors que la position "nuancée" de Trotsky faisait de larges concessions aux menchéviks (1).

En revanche, pendant la 1ère guerre mondiale, Trotsky est parmi la poignée de révolutionnaires et d'internationalistes présents à Zimmerwald et qui de ce fait ne trahissent pas la classe ouvrière.

Nous ne nous étendons pas longuement sur son rôle de premier plan au cours de la révolution russe, car c'est véritablement un des hommes-clés de la révolution. Il suffit de rappeler que, dès le début de la période révolutionnaire, il rejoint les bolchéviks en se ralliant aux "thèses d'avril". Puis, pendant l'insurrection, il se montre un des plus décidés et des plus brillants organisateurs de la prise du pouvoir, il est l'animateur du comité militaire révolutionnaire, bras armé du soviétique de Pétrograd.

Pendant toute la période qui suit la révolution, il est à côté de Lénine la figure centrale du parti, du gouvernement des soviets et de la IIIème Internationale. Grâce à ses talents d'organisateur, il arrive à forger l'armée rouge (1918) à la tête du commissariat à la guerre, ce qui permet de gagner la guerre civile (1918-1921) contre les armées blanches soutenues par les puissances de l'Entente.

L'INCOMPREHENSION DU CHANGEMENT DE COURS HISTORIQUE

Trotsky est l'homme, l'organisateur de l'insurrection et de la prise du pouvoir en 1917, mais une nouvelle période s'ouvre, autrement plus difficile pour les révolutionnaires et la classe ouvrière: un arrêt de la vague révolutionnaire mondiale. Dans cette période, il faut être capable de comprendre la situation pour y faire face, et ce n'est pas facile, pour des révolutionnaires qui viennent de vaincre et de prendre le pouvoir, de modifier leurs orientations dans l'attente de la révolution prolétarienne dans les pays centraux notamment en Allemagne. Au début des années 20, les révolutionnaires russes doivent "tenir" le pouvoir dans l'attente de la révolution en Europe.

C'est dans une courbe descendante et défavorable à l'action de la classe ouvrière déterminée par la défaite de la révolution en Allemagne entre 19 et 23 qu'intervient la lutte pour le pouvoir en URSS, lutte qui se fait jour pendant la maladie de Lénine puis s'intensifie à sa mort en 1924. Cette lutte aboutit à la défaite de Trotsky, d'abord à la tête de la première Opposition de 1923, puis de "l'Opposition unifiée" (1925-1926) réunissant cette fois les membres de la première opposition plus Zinoviev et Kamenev et d'autres "vieux bolchéviks". Dans cette période, Trotsky s'est montré indécis,

incapable de mener une lutte conséquente contre la dégénérescence du Parti et de l'Internationale se cantonnant dans un combat au sein du parti russe.

Après le 6ème Plénum de l'IC, les opposants commencent à s'organiser dans tous les pays, mais de manière dispersée, chacun de son côté au lieu d'unir leurs efforts.

C'est en 1929 avec l'expulsion de Trotsky d'URSS que l'Opposition Internationale de Gauche (OGI) s'organise de façon plus centralisée et conséquente. Cet événement est d'une importance capitale pour le mouvement révolutionnaire, c'est la possibilité offerte aux différents groupes ou noyaux oppositionnels de se regrouper, d'entrer en contact, de s'organiser. Le rôle de Trotsky va être décisif. Que va-t-il faire? En fait, au cours de cette période il aura un rôle négatif, la politique personnelle qu'il va mener au sein de l'Opposition entraîne son éparpillement et la dispersion des énergies révolutionnaires.

Cette politique est fondée sur la croyance que la période est toujours favorable à la révolution.

Or, il fallait tirer tous les enseignements de la vague révolutionnaire des années 20, faire un "bilan" et sur cette base établir une plateforme politique solide pour consolider le mouvement révolutionnaire. C'est ce que propose la Fraction italienne: "le problème central de la crise du mouvement communiste réside dans la localisation et dans l'analyse des causes qui nous ont porté au désastre actuel." (2).

En revanche, Trotsky suit une politique personnelle, préfère une "avancée du mouvement" à un "programme" politique cohérent. Cette politique a abouti à des querelles personnelles de "chefs" au sein de l'Opposition; Trotsky a soutenu ceux qui le suivaient aveuglément dans ses orientations politiques, ce qui l'a amené bien souvent à soutenir des agents du GPU infiltrés au sein de l'OGI ou des éléments troubles: Mille, les frères Sobolevicius, "Etienne" ou Molinier... Tous les groupes oppositionnels conséquents: gauche belge, allemande, espagnole... et militants révolutionnaires de valeur seront écartés ou expulsés comme Rosmer, Nin, Landau et Henneaut. Ce travail destructeur une fois accompli, la Conférence de l'Opposition pourra être réunie (février 1933), avec seulement des militants à la botte de Trotsky. Et pour finir, on exclura la Gauche italienne sans débat (de la même manière qu'elle a été expulsée de l'Internationale stalinienne) alors qu'elle avait continué à combattre au sein de l'Opposition malgré toutes les manoeuvres ourdies contre elle pour l'obliger à rompre de son propre fait. Elle a toujours exigé une rupture sur des bases politiques claires.

Mais ce qui est plus grave à cette époque, c'est que Trotsky comprend la situation politique à l'envers de son évolution réelle. Il croit que la révolution est encore possible et qu'il suffit d'une organisation politique réellement bolchévique pour vaincre. En 1936, il titre dans "La lutte ouvrière": La révolution française a commencé et sur l'Espagne, "les ouvriers du monde entier attendent fiévreusement la nouvelle de la victoire du prolétariat espagnol". Voilà ce qui amène Trotsky à vouloir brûler les étapes et à chercher par tous les moyens à gagner de jeunes éléments inexpérimentés aux idées révolutionnaires. Il prône "l'entrisme" dans les partis sociaux-démocrates (août 1934 dans la SFIO, par exemple), ces traîtres à la classe ouvrière qui ont voté les crédits de guerre en 1914. Cette politique amena tout droit à la fondation de la IVème Internationale en septembre 1938.

La gauche italienne, en revanche, avait analysé la période comme contre-révolutionnaire avec la montée du fascisme jusqu'à la guerre mondiale. Le rôle des révolutionnaires est de faire le "bilan" de l'expérience passée et de préserver les cadres et le programme révolutionnaire pour se tenir prêt lorsque le cours s'inversera vers une nouvelle période révolutionnaire. La tâche de l'heure n'était donc pas à la formation d'une nouvelle Internationale.

(SUITE PAGE 7)

Révolution Internationale est l'organe du Courant Communiste International en France

NOS POSITIONS

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des 1ère, 2ème et 3ème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne. Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes:

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative: **socialisme ou barbarie**.

● La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des conseils ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les conseils ouvriers, ne signifie pas l'"autogestion

ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers", "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes, sont la gauche de l'appareil politique du capital.

● Dans le capitalisme décadent, le Parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts antifascistes" ou "fronts uniques"

entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttres de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le mot d'ordre de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

● L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après cinquante ans de creux quasi-ininterrompu.

● L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.